



Les  
Producteurs  
de lait  
du Québec

*Réplique des Producteurs de lait du Québec au texte « La face cachée de la production laitière » de Sylvain Charlebois, publié par La Presse + le 1<sup>er</sup> mars 2017 et par La Voix de l'Est le 3 mars.*

*Cette réplique a été publiée par La Presse + le 3 mars 2017:*  
<http://linkis.com/plus.lapresse.ca/scr/AaYNO>

---

## **Les faits alternatifs à la ferme**

C'est rare que nos opinions convergent, mais nous sommes entièrement d'accord avec Sylvain Charlebois, qui reconnaît que « l'abolition du système de la gestion de l'offre serait une erreur », dans son texte du 1<sup>er</sup> mars. Il nous donne aussi l'occasion de faire valoir les nombreux avantages du modèle et de faire contrepoids au procès injustifié qu'il lui fait une fois de plus subir, sur la base de faits alternatifs.

Nous travaillons fort pour nourrir notre pays et nous en sommes fiers. Nous avons collectivement choisi la gestion de l'offre pour gérer au mieux les risques associés aux impondérables de notre secteur. Nous ne recevons aucune subvention pour soutenir nos revenus, tout le contraire de nos voisins du Sud ou de nos amis européens, où les contribuables versent des milliards en subventions agricoles pour éviter l'effondrement de l'industrie en raison de crises récurrentes. Il est d'ailleurs faux de prétendre, comme monsieur Charlebois le fait, que les subventions européennes sont liées à des indicateurs de performance. Les subventions attribuées en vertu de la Politique agricole commune européenne sont versées à tous les propriétaires de terres agricoles en fonction de la superficie, sans tenir compte de la rentabilité de l'entreprise.

Nos voisins américains, eux, bénéficient de subventions directes et indirectes prévues dans le Farm Bill adopté en 2014 et doté d'un budget de 1 000 milliards de dollars US sur dix ans. À cela, il faut ajouter des avantages concurrentiels devant lesquels nous ne pouvons rivaliser, tel que l'accès à de la main-d'œuvre à faible coût. La moitié de la force de travail dans les fermes laitières américaines est composée de travailleurs illégaux, selon le Farm Bureau. De l'aveu même des producteurs laitiers américains, le prix du lait doublerait si Donald Trump expulsait cette main-d'œuvre. Est-ce là un exemple de la modernisation de la gestion de l'offre souhaitée par M. Charlebois? Subventionner la production et sous-payer la main-d'œuvre pour réduire le coût de production?

M. Charlebois soutient que la gestion de l'offre n'a pas réussi à préserver la ferme familiale. Au Québec, la ferme moyenne est composée d'environ 60 vaches. En comparaison, dans l'Ouest américain où se produit la vaste majorité du lait, le troupeau moyen compte plus de 1 000 vaches. Avec un tel modèle, il ne faudrait que 350 fermes au Québec, au lieu des quelque 5 400 encore actives aujourd'hui, pour produire la même quantité de lait ! Oui, le nombre de fermes diminue ici, mais moins qu'ailleurs. Depuis 10 ans, le nombre de fermes a chuté 37 % en France, de 33 % aux États-Unis, de 31 % en Australie et de 23 % dans la province.

Les Canadiens paieraient-ils leur lait moins cher sans la gestion de l'offre ? Le litre de lait s'est vendu en moyenne 1,46 \$ au Canada en 2015 selon Nielsen, alors qu'en Nouvelle-Zélande, là où le prix du lait à la ferme est le plus bas au monde, il a été de 1,69 \$ le litre.

La gestion de l'offre nuit-elle à l'innovation? Le Canada est un chef de file mondial en génétique laitière. La valeur des exportations de semences et d'embryons est passée de 68 millions de dollars en 1988 à 140 millions de dollars au Canada en 2015. Pas mal pour un secteur qui n'innove pas!

La gestion de l'offre nuit-elle à l'innovation dans la transformation ? Le Québec offre l'un des plateaux de fromages les plus diversifiés en Amérique du Nord avec plus de 500 variétés de fromages fins, un secteur qui a littéralement explosé depuis 25 ans. La gestion de l'offre a permis à des artisans fromagers de développer des produits de qualité très prisés des consommateurs. C'est d'ailleurs ce secteur qui, avec les producteurs, devra subir la concurrence déloyale des fromages européens subventionnés.

L'innovation, c'est aussi l'entente de stratégie des ingrédients conclue entre tous les producteurs et les transformateurs du Canada, en juillet 2016, contrairement à ce qu'affirme Sylvain Charlebois, qui prétend dans son texte que les producteurs et les transformateurs ne se sont pas encore entendus. Toutes les parties prenantes de l'industrie font front commun pour moderniser notre industrie. M. Charlebois devrait mettre ses informations à jour.

La réforme de la gestion de l'offre que propose M. Charlebois consisterait ni plus ni moins qu'à n'en garder le nom tout en abandonnant ce qui la rend efficace. Une étude du Boston Consulting Group publiée l'an dernier par Agropur concluait que l'abandon de la gestion de l'offre représenterait un risque de perte nette de 2,1 à 3,5 milliards de dollars pour le PIB canadien et menacerait 24 000 emplois directs. Suivre la voie qu'il propose signifierait refiler la facture de ces dommages aux contribuables, sans aucune garantie d'économie pour les consommateurs. Le Canada a donc raison de continuer à défendre la gestion de l'offre, « un exemple pour le monde » comme le disait récemment le ministre canadien de l'Agriculture, Lawrence MacAulay.

Bruno Letendre  
Président  
Les Producteurs de lait du Québec